forte proportion de ces éléments. Cet état de choses est très extraordinaire ; et ce n'est qu'en tenant des animaux sur nos fermes, que nous pourrions conserver à celles-ci la plus grande fertilité possible.

Je puis citer à cet égard certaines données fournies par nos tableaux du commerce et de la navigation. On y verra que nos produits finis de bœuf exportés en Angleterre, le marché le plus difficile à servir du monde entier, ont été, l'année dernière, de 60,000 têtes, d'une valeur de \$4,992,000, soit une moyenne d'environ \$80 par tête. D'un autre côté, nous avons, exporté aux Etats-Unis en bœuf non fini, sous forme de bestiaux de réserve, 37,360 têtes n'ayant qu'une valeur de \$488,250, soit \$13 par tête. Voici donc, d'un côté, des cultivateurs qui utilisent leur intelligence et exportent en Angleterre le produit de leur habileté sous la forme des plus beaux bestiaux, d'une valeur moyenne de \$80 ; de l'autre, des cultivateurs qui exportent aux Etats-Unis, la matière brute de bœuf, la carcasse, les os et la peau, avec juste assez de muscle pour permettre à l'animal de marcher ; on ne s'occupe pas de finir cette matière brute, mais on l'envoie aux cultivateurs des Etats-Unis qui, eux, la transformeront en bon bœuf et recueilleront les gros bénéfices. Voilà un exemple des deux genres de culture—l'une grossière, inhabile, injudicieuse ; l'autre, indiquant la plus grande habileté et la plus grande application de cette habileté au produit afin d'utiliser la matière brute. Il n'y pas longtemps, dans un institut agricole, un membre déclarait qu'il nous faut exporter, non pas simplement la matière brute, mais les produits finis de nos fermes. Afin que ce résultat soit possible, je demande au gouvernement de déclarer qu'on pourra, autant que possible, se procurer la matière brute au plus bas prix et que les cultivateurs auront le plein bénéfice de la matière brute dont ils ont besoin dans l'exercice de leur industrie ; et aujourd'hui, il ont besoin d'obtenir le maïs en franchise.

Les honorables députés de la droite me répondront sans doute que les cultivateurs sont très prospères aujourd'hui et qu'ils n'ont pas besoin d'aide. Il n'y a pas un homme, cependant, qui sache à quoi s'en tenir, qui parlera ainsi. Je ne mentionnerai qu'un ou deux faits, dont j'ai eu personnellement connaissance dans la partie du pays que je connais le mieux. L'été dernier, je suis allé dans le comté de Compton, lors de l'élection qui a eu lieu dans ce comté et qui s'est terminée par la victoire du représentant actuel de ce collège électoral. J'ai fait, en voiture, un trajet de plusieurs milles dans le comté, j'y ai passé quelques jours, j'ai pu me rendre compte de la situation et je vais citer un exemple de ce que j'ai vu, le plus caractérisé, peut-être, mais qui ne dépasse qu'en gravité d'autres faits dont j'ai été témoin.

Accompagné d'un monsieur qui résidait dans un village voisin, j'ai parcouru, en entier, dix à douze milles pour me rendre à un certain village. Sur la route, je remarquai plusieurs maisons dont fenêtres et portes étaient fermées et barrées, et dont l'aspect général indiquait qu'elles n'étaient pas occupées. J'un demandai la raison. On me répondit que les fermes étaient sans culture et que les propriétaires étaient partis pour les Etats-Unis, parce qu'ils ne pouvaient les cultiver avec profit et y faire vivre leurs familles. Je demandai si les voisins cultivaient les fermes pour eux. On me répondit négativement et l'on me dit que les fermes étaient abandonnées ; et sur une distance

M. FISHER.

de douze milles, je comptai dix maisons ainsi fermées et dix fermes ainsi abandonnées.

Dans la soirée, j'assistai à une assemblée publique. Je mentionnai ce fait et demandai si cet état de choses était bien réel et si les faits étaient tels qu'on me les avait exposés. Un jeune homme, âgé de trente ans, se leva dans l'auditoire et dit à ses amis et à ses voisins, qui tous le connaissaient bien : " Je pars demain, parce que je ne puis vivre sur ma ferme et y faire vivre ma famille ; je vais dans les Etats de l'Ouest et il y en a ici plusieurs qui partent avec moi." L'exemple fourni par ce jeune homme de trente ans, résidant dans un village des Cantons de l'Est, qui abandonne sa ferme parce qu'il ne peut vivre, vient à l'appui de ma prétention.

Il est vrai que l'honorable député de Compton (M. Pope) a été élu à cette élection, et je suppose que les honorables députés de la droite me citeront ce fait comme la preuve de la prospérité des cultivateurs de ce comté. Ceux qui connaissent le comté connaissent l'influence qu'y exerçait sa famille et le vif attachement qu'on avait pour elle, et ces circonstances, jointes au fait que l'honorable député emploie un grand nombre de gens, expliquent son élection. Je ne veux rien dire sur cette question qu'on puisse attribuer à des considérations de parti. Je ne citerai pas des écrits sentant l'esprit de parti ; mais j'ai ici un article écrit par l'un des plus chauds conservateurs des Cantons de l'Est et publié dans un journal dévoué absolument à la politique nationale et qui a conséquemment appuyé l'honorable député de Richmond et Wolfe (M. Ives). Je veux parler du *Guardian*, de Richmond. Commentant des remarques faites par l'honorable député de Compton (M. Pope) en proposant l'adresse en réponse au discours du trône, ce journal disait :

M. Pope, en proposant l'adresse en réponse au discours du trône, a félicité le pays de la prospérité qui y règne, et en particulier, de la situation prospère de nos cultivateurs. Nous aimons les gens optimistes ; il sont en général d'une gaieté sincère qui infuse sur leur entourage et rassure ceux qui viennent en contact avec eux, même quand le ciel commercial est sombre. " Mieux vaut rire que pleurer " est une règle de conduite très agréable, mais il n'est jamais prudent de se faire de fausse joie. Et nous ne pouvons nous empêcher de penser que c'est à quoi en est arrivé M. Pope, à l'instar des penseurs d'un optimisme extrême. Il y a une foule de gens qui caressent la même illusion ; ce sont généralement les très heureux mortels qui n'ont eu qu'à succéder à leur père et qui disposent, bon an mal an, d'un honnête surplus. Mais ceux qui ne sont pas aussi favorisés, ceux qui vivent au jour le jour de leur travail, ou des profits de leur industrie savent que ces félicitations rassurantes de députés, ministres ou gouverneurs-généraux optimistes sont de simples accros à la vérité. Les temps sont durs ; ils n'ont pas été aussi durs depuis douze ans. Si les bonnes gens qui mettent ce fait en doute ajoutent sincèrement foi à ce qu'a dit M. Pope, nous les invitons à venir tenir un magasin de campagne dans les Cantons de l'Est, ou l'administration d'un journal de campagne, ou à acheter une ferme, et si, après une année d'expérience, elles ne sortent pas de l'épreuve " jurant, mais un peu tard, qu'on ne les reprendra plus " nous consentons à devenir annexionniste ou à nous soumettre à toute autre torture du même genre pour notre loyauté envers le Canada. En dehors des gens nés riches, tous fils d'Adam, au moins sur ce point-ci du globe, sait que les affaires subissent une crise très grave, que les profits de la culture sont les plus minimes possibles et que les banques sont obligées de soutenir la moitié de leurs clients. Nous ne voyons pas quel bien il y a à entretenir cette illusion au sujet de la prospérité du pays. On ne peut pas dire qu'un pays est prospère quand les classes dont le travail crée la richesse vivent au jour le jour ; et il ne sert de rien de nier que ce soit la situation actuelle de la classe productrice. Il se peut que ce soit une pensée pénible ; nous ne disons pas non. Nous ne sommes pas pessimistes et pas plus disposés que les plus résignés de nos voisins à envisager les choses par le mauvais côté. Mais la vérité s'impose à nous en dépit de nos dispositions ; et nous répétons, avec l'assu-